Le président rwandais Paul Kagame entame une visite de trois jours en France

RFI, 11 septembre 2011Paul Kagame est en visite Ã Paris pendant trois jours. Le chef de l'Etat rwandais commence, ce dimanche 11 septembre 2011, par rencontrer des compatriotes de France et d'Europe. Et lundi dÃ©bute sa visite officielle, la premiÃ¨re depuis le gÃ©nocide de 1994.Une visite que lâ€™on peut donc qualifier dâ€™historique, mÃªme si en France elle f grincer des dents, d'autant que le contentieux est trÃ¨s lourd entre la France et le RwandaÂ : les deux pays sont allÃ©s jusqu'Ã rompre leurs relations diplomatiques entre 2006 et 2009. Le prÃ©sident rwandais renoue par ailleurs avec la France au moment oÃ¹ il est fragilisÃ© dans son propre camp et auprÃ¨s de ses traditionnels alliÃ©s anglo-saxons.
Des dÃ©fections ont fait grand bruit ces derniers temps dans le camp du prÃ©sident rwandais notamment celle de Faustin Kayumba Nyamwassa, parti l'an dernier en exil en Afrique du Sud. Depuis, cet ex-chef d'Ã©tat major de l'armÃ©e a formÃ© un parti d'opposition avec d'autres anciens cadres du FPR, tous exilÃ©s dÃ©sormais. Car Ã l'intÃ©rieur du pays, l'opposition est muselÃ©e.MÃªme si beaucoup vantent les rÃ©alisations de Paul Kagame en matiÃ¨re de dÃ©veloppement Ã©conomique, il sont aussi de plus en plus nombreux Ã dÃ©noncer l'autoritarisme de son rÃ©gime. Surtout depuis la prÃ©sidentielle de 2010 quand les principaux adversaires potentiels du prÃ©sident Kagame avaient Ã©tÃ© emprisonnÃ©s ou placÃ©s en rÃ©sidence surveillÃ©e avant le scrutin. Parmi eux, l'opposante Victoire IngabirÃ©, jugÃ©e en ce moment pour complicitÃ© de terrorisme et atteinte Ã la sÃ»retÃ© de l'Etat.Sous l'administration Bush, Paul Kagame avait ses habitudes Ã la Maison Blanche. Mais Ã Washington depuis ce scrutin, on parle de dÃ©rive autocratique. ColÃ¨re aussi Ã Londres, oÃ¹ les autoritÃ©s ont accusÃ© les services secrets rwandais de vouloir cibler des Rwandais en exil sur le sol britannique. Pour rÃ©sumer, le Rwanda ne peut plus s'appuyer comme avant sur ses traditionnels alliÃ©s anglo-saxons. Or, Ã chaque fois dans ces cas lÃ , dit l'universitaire AndrÃ© Guichaoua, le Rwanda redÃ©couvre les vertus de la France.Une visite qui fait grincer des dentsEn effet, alors que Paul Kagame arrive en France, Alain JuppÃ© est dans le Pacifique. Cela tombe plutÃ´t bien. Le chef de la diplomatie franÃ§aise a dit qu'il n'avait pas l'intention de serrer la main de Paul Kagame tant que circulerait au Rwanda le rapport Mucyo. Un rapport qui accuse la France de complicitÃ© dans le gÃ©nocide, et qui vise nommÃ©ment Alain JuppÃ©, dÃ©jÃ ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res Ã l'Ã©poque.D'anciens militaires franÃ§ais intervenus au Rwanda en 1994 avec l'OpÃ©ration Turquoise se disent, eux, insultÃ©s par la venue du prÃ©sident rwandais. Mais Ã l'ElysÃ©e, la rÃ©conciliation est marche. Nicolas Sarkozy s'est rendu Ã Kigali l'an dernier, une premiÃ¨re, et il s'est distanciÃ© de ses prÃ©dÃ©cesseurs, en Ã©voquant une Â«Â forme d'aveuglement de ParisÂ Â» en 1994.Bonne volontÃ© franÃ§aiseEt puis Paris, accusÃ©e depuis 17 ans d'accueillir des gÃ©nocidaires, donne des gages de bonne volontÃ©. Des juges franÃ§ais enquÃªtent maintenant sur une vingtaine de ces Rwandais installÃ©s dans l'Hexagone et Agathe Habyarimana, veuve de l'ancien prÃ©sident rwandais, doit dÃ©sormais se battre devant la justice pour renouveler son titre de sÃ©jour en France.Reste le contentieux autour de l'instruction judiciaire franÃ§aise sur l'attentat contre l'avion d'Habyarimana, attentat considÃ©rÃ© comme l'Ã©lÃ©ment dÃ©clencheur du gÃ©nocide. En Ã©voquant une Ã©ventuelle responsabilitÃ© du camp Kagame dans cet attentat, le juge BruguiÃ¨res avait crÃ©Ã© une violente crise diplomatique. Aujourd'hui les relations s'amÃ©liorent mais les juges qui ont repris le dossier enquÃªtent toujours, et Ã Paris comme Ã Kigali, on apprÃ©hende leurs conclusions.